

INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES

PROGRAMME D'ÉCONOMIE DE PREMIÈRE STMG

Les indications complémentaires apportent des précisions didactiques et notionnelles sur le programme d'économie de première et de terminale STMG. Cette première ressource concerne les 5 thèmes de la classe de première.

Introduction

Le programme d'économie peut paraître très lourd à la première lecture. C'est pourquoi ces indications complémentaires ont pour objectif d'aider à y voir plus clair et à discerner les notions indispensables à faire acquérir aux élèves des notions accessoires.

Pour cela, il faut « entrer dans le programme » par le biais des capacités exprimées explicitement en préalable de la présentation de chacun des thèmes du programme. La présentation des indications complémentaires au programme d'économie a fait le choix d'intégrer ces capacités au tableau de lecture du programme au même titre que les notions. Ces dernières sont ensuite déclinées dans la colonne « indications complémentaires » qui explicite le « contexte et finalités » du programme (élément non reproduit dans le présent document).

Un professeur qui choisirait de décliner sa progression pédagogique en suivant le déroulement des indications complémentaires sera en mesure de traiter les notions principales du programme, d'aborder les notions connexes (les notions accessoires qui permettent d'accéder aux notions indispensables) et de préparer les élèves à acquérir les capacités requises pour l'examen. Le tout dans les temps impartis et avec la profondeur de champs attendue. Ces indications complémentaires proposent une approche pédagogique et didactique du programme.

Toutefois chaque professeur reste libre de ses choix pour la mise en œuvre du programme.

Thème 1 – Quelles sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

I.1. Les agents économiques et les différents types de biens et services

Capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les acteurs économiques et leurs fonctions. • Distinguer la nature des biens et services.
Notions	Indications complémentaires
<p>Les différents agents économiques et leur fonction principale.</p> <p>La rareté.</p> <p>Les différents types de biens et services.</p> <p>L'arbitrage entre les différentes activités et les choix économiques.</p> <p>Les contraintes économiques : revenu, temps, espace, information.</p>	<p>Dans cette introduction à l'économie, on montrera à l'élève que la société dans laquelle il évolue a été organisée dans le but de satisfaire les besoins des êtres humains. Ainsi, la science économique s'intéresse à l'allocation des ressources rares dans le but de satisfaire ces besoins. On doit préparer l'élève à vivre et travailler dans un monde où cette rareté sera de plus en plus prégnante avec l'épuisement de certaines ressources naturelles couplée à l'augmentation de la population et le réchauffement climatique.</p> <p>Pour satisfaire les besoins des êtres humains, nos sociétés se sont organisées autour d'acteurs économiques qui ont chacun leurs fonctions propres que l'élève devra identifier : les ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques, les institutions non lucratives au service des ménages et le reste du monde.</p> <p>Ce n'est que grâce à cette organisation que les biens et services pouvant satisfaire les besoins des êtres humains sont produits. Il convient de distinguer la nature des différents biens et services. Les agents économiques font des choix entre les différents biens conditionnés par toute une série de contraintes économiques (aux principales desquelles : le revenu).</p>

I.2. Les décisions du consommateur et du producteur

<p>Capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Décrire les choix économiques à l'aide des concepts et principes fondamentaux du raisonnement économique (coût d'opportunité, utilité, rationalité, préférences, maximisation). • Analyser ce que l'on entend par rationalité individuelle. • Expliciter la notion d'utilité marginale.
<p>Notions</p>	<p>Indications complémentaires</p>
<p>Les préférences et choix économiques.</p> <p>Les coûts d'opportunité.</p> <p>Préférences individuelles.</p> <p>La rationalité et l'utilité individuelles.</p> <p>La maximisation et le raisonnement « à la marge ».</p> <p>La rareté, la valeur, l'utilité marginale.</p> <p>La production, les ressources et les facteurs de production.</p> <p>Égalisation entre coût marginal et recette marginale.</p>	<p>La satisfaction des besoins en consommant des biens et services fournis ou vendus par un producteur est au cœur de l'économie. C'est pourquoi il convient d'expliquer dans ce thème à l'élève les décisions que peuvent prendre les consommateurs et les producteurs.</p> <p>Les décisions du consommateur sont étudiées à travers le concept d'utilité. L'utilité mesure la satisfaction procurée lors de la consommation de biens ou services. Cette satisfaction dépend des préférences individuelles des consommateurs, qui sont les goûts subjectifs de chacun et qui s'expriment à travers leurs choix. Les préférences ne sont pas figées, elles dépendent des saisons, des lieux, des consommations passées. Ainsi un verre d'eau ne procurera pas la même utilité dans le désert que dans sa cuisine. De même, le second verre d'eau sera moins utile que le premier mais plus que le troisième, c'est le principe de l'utilité marginale décroissante. De plus les choix du consommateur sont contraints économiquement (notamment par le revenu) et le fait d'utiliser ses ressources pour consommer un bien peut empêcher d'en consommer un autre : c'est la notion de coût d'opportunité. L'élève devra donc être capable de décrire les choix d'un consommateur, dit rationnel, en mobilisant le vocabulaire économique adéquat à bon escient.</p> <p>Pour le producteur, si c'est une entreprise, la maximisation du profit est son objectif. Pour l'atteindre, le producteur vend des biens et services aux consommateurs. Pour cela, il doit mettre en œuvre un processus de production en transformant des consommations intermédiaires en biens de consommation finale en mobilisant ses facteurs de production. Un producteur rationnel optera pour un raisonnement marginaliste en se posant la question suivante à chaque unité produite supplémentaire (à la marge) : « Si je produis une unité supplémentaire, me coûtera-t-elle moins que ce qu'elle me rapporte ? ». Tant que la réponse est « oui », le producteur a intérêt à produire davantage, mais il doit s'arrêter lors de l'égalisation de son coût marginal (ce que coûte l'unité en plus) et de sa recette marginale (ce que rapporte l'unité en plus). L'élève devra donc être capable de se mettre dans la peau d'un producteur et de comprendre que ses choix dépendent de cette volonté de maximiser son profit.</p>

I.3. Les échanges économiques

Capacité	<ul style="list-style-type: none"> • Définir les différentes fonctions de la monnaie.
Notions	Indications complémentaires
<p>La spécialisation des producteurs et des pays, les échanges.</p> <p>Les différentes fonctions de la monnaie.</p> <p>Circuit économique élémentaire.</p>	<p>L'élève doit comprendre que la spécialisation permet aux agents économiques de devenir plus efficaces et plus efficaces. En effet, au fil des siècles, la spécialisation a permis aux agents économiques de gagner en productivité et de libérer à la fois du temps et de l'argent pour réaliser d'autres activités. La spécialisation existe au niveau des producteurs mais également des pays.</p> <p>Si les élèves comprennent l'intérêt de la spécialisation, ils comprendront que l'échange devient nécessaire. En effet dès lors que les agents se sont spécialisés dans la production de certains biens, ils doivent échanger pour avoir accès aux autres biens et pour satisfaire tous leurs besoins.</p> <p>L'échange implique d'avoir un intermédiaire, et c'est ainsi que la monnaie fait son apparition. En effet, échanger des biens et services entre eux (faire du troc) nécessite une coïncidence des besoins, or grâce à la monnaie, le processus d'échange est simplifié. En plus de la fonction d'intermédiaire des échanges, la monnaie permet également d'établir un système de prix, car c'est une unité de compte, mais également de différer la consommation (épargner) en constituant une réserve de valeur fiable.</p> <p>Enfin il faudra présenter aux élèves le circuit économique afin qu'ils puissent comprendre le fonctionnement global de l'économie et les interactions entre les agents économiques.</p>

Retrouvez éducol sur



Thème 2 – Comment la richesse se crée-t-elle et se répartit-elle ?

2.1. La combinaison des facteurs de production

<p>Capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les différents facteurs de production (input) qui vont engendrer une production (output). • Identifier la différence entre un input (investissement en recherche et développement par exemple), et un output (brevet ou nouveau produit innovant). • Définir les notions de productivité et de gain de productivité. • Analyser l'évolution des gains de productivité.
<p>Notions</p>	<p>Indications complémentaires</p>
<p>Les facteurs de production primaires et secondaires : le travail, le capital, les ressources naturelles, l'information. Le capital humain. La substitution ou la complémentarité de acteurs de production les uns par rapport aux autres au sein de la fonction de production. Le rôle de l'investissement dans l'accumulation des facteurs. La productivité globale des facteurs, et gains de productivité.</p>	<p>Dans le prolongement de la notion de production présentée dans le thème 1, il s'agit de montrer qu'à un instant donné, seule une quantité limitée de biens et services peut être produite dans le monde, en fonction des ressources disponibles qu'il est convenu d'appeler facteurs de production. Les ressources en travail dépendent d'éléments quantitatifs et qualitatifs. Elles sont, en effet, constituées par le temps que consacrent les individus à l'activité économique mais également à leur qualification professionnelle, leur expérience, leur motivation. Le professeur insiste donc sur la notion de capital humain car celui-ci concourt à la productivité globale des facteurs. Le capital est un terme générique qui englobe l'ensemble des actifs matériels et immatériels mis en œuvre dans la production, dont l'accumulation résulte de l'investissement. Dans les comptes de la nation, la notion de Formation Brute de Capital Fixe est l'instrument de mesure de l'investissement. Il convient donc de définir cette notion (sans entrer dans le détail de son mode de calcul) et d'insister sur les investissements immatériels (brevets, licences, dépenses de recherche...) qui sont indispensables aux entreprises dans un contexte concurrentiel mais qui restent difficiles à mesurer. Les ressources naturelles sont à appréhender en tant que facteurs de production et non sous l'angle du développement durable (qui sera étudié dans le thème 9). Enfin, pour combiner les facteurs de production avec efficacité, il convient de maîtriser l'information interne et externe et de construire un savoir collectif tant scientifique que technologique qui permettra de soutenir l'investissement immatériel. Pour un même niveau de production, il existe une multitude de combinaisons des facteurs de production. L'étude doit donc permettre d'expliquer les notions de complémentarité des facteurs de production (et notamment grâce à l'accumulation du capital humain) et de substituabilité du capital au travail en raison du progrès technique. L'efficacité de la combinaison productive est appréhendée à partir de la notion de productivité globale des facteurs. Mais il est important que le professeur distingue la notion de productivité, de celle des gains de productivité. Il convient donc de rechercher les différentes sources de gains de productivité, notamment en faisant référence au déploiement des technologies de l'information et de la communication dans l'économie. Les gains de productivité ont une dimension microéconomique : une meilleure combinaison des facteurs de production, par un nouvel arbitrage entre le capital et le travail, améliore la production des entreprises. À cette occasion, il est important de préciser qu'ils ont également un rôle macroéconomique en permettant l'élévation du niveau de vie moyen d'une population.</p>

2.2. La mesure de la production et ses prolongements

Capacité	<ul style="list-style-type: none"> Calculer la valeur ajoutée dans des cas simples
Notions	Indications complémentaires
<p>Les agrégats économiques : la valeur ajoutée et le Produit intérieur brut (PIB).</p> <p>La statistique nationale et la comptabilité nationale.</p> <p>Le calcul du PIB.</p> <p>Production non marchande.</p> <p>Indicateurs complémentaires au PIB : Indice de développement humain (IDH), etc.</p>	<p>La valeur ajoutée mesure la production propre d'un agent économique c'est-à-dire la valeur de sa production après déduction de ses consommations intermédiaires de matières premières et autres produits ou services fournis par d'autres agents.</p> <p>Au niveau macroéconomique, le PIB est un indice agrégé que l'on obtient par calcul et qui mesure la richesse produite à l'échelle d'un territoire. C'est le principal agrégat décrit par le tableau économique d'ensemble (TEE) de la Comptabilité nationale.</p> <p>Le professeur peut se limiter au mode de calcul suivant du PIB qui montre le lien essentiel avec la valeur ajoutée : l'approche par la production (PIB = somme des valeurs ajoutées + impôts sur les produits – subventions sur les produits) retenue par l'INSEE.</p> <p>Le taux de croissance du PIB mesure l'accroissement des richesses et doit être étudié dans une perspective de moyen ou long terme car PIB et taux de croissance du PIB servent comme indicateurs comparatifs de performance des pays, nuancés par le poids relatif de la population (PIB / habitant).</p> <p>Le professeur montre les lacunes du calcul du PIB notamment celles relatives à la prise en compte de la production non marchande et explique la constitution de nouveaux indicateurs de richesse permettant de mieux rendre compte du bien-être social et de son évolution tel que l'Indice de développement humain.</p>

Retrouvez éduscol sur



2.3. La dynamique de répartition des revenus

<p>Capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Distinguer les revenus en fonction de leur origine. • Comprendre qu'un individu ou un groupe d'individus peut être rémunéré du fait de son travail, de ses connaissances, diplômes, de ses qualifications et de sa détention de capital (épargne, logement, entreprise) et que, donc, son revenu va être mixte. • Analyser le partage de la valeur ajoutée à partir d'un graphique.
<p>Notions</p>	<p>Indications complémentaires</p>
<p>Les revenus primaires : les revenus du travail, les revenus du capital, les revenus mixtes.</p> <p>Le partage de la valeur ajoutée entre les différents agents économiques.</p> <p>La valeur ajoutée brute par secteur institutionnel.</p> <p>Les prélèvements obligatoires.</p> <p>L'imposition sur le revenu.</p>	<p>Tous les revenus distribués dans l'économie sont issus directement ou indirectement de la production. L'élève doit comprendre qu'une première répartition s'effectue à l'occasion même du processus de production, c'est la répartition primaire de la valeur ajoutée.</p> <p>Les revenus primaires se composent des revenus d'activité et des revenus du capital et de la propriété. Il conviendra de montrer qu'un agent économique peut percevoir plusieurs types de revenus primaires. Par exemple, un salarié perçoit un salaire mais peut également recevoir des intérêts liés à ses placements ou des loyers liés à ses propriétés.</p> <p>Le cas des revenus mixtes permet d'illustrer la difficulté de distinguer les revenus de différentes natures, dans le cas de l'entrepreneur individuel.</p> <p>L'étude des revenus introduit également la question du partage de la valeur ajoutée entre les différents agents économiques. D'un point de vue méthodologique, il convient de prendre appui sur un graphique récent de répartition de la valeur ajoutée et d'analyser l'évolution de cette répartition.</p> <p>Le professeur montre qu'il y a des enjeux très importants dans le partage de la valeur ajoutée (entre salariés, propriétaires et l'État), aussi bien sur le plan économique que sur le plan social.</p> <p>Les secteurs institutionnels regroupent les acteurs économiques, dans la comptabilité nationale, ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité. L'étude de la valeur ajoutée brute par secteur institutionnel permet aussi d'analyser la répartition de la richesse nationale.</p> <p>L'élève doit comprendre que les prélèvements obligatoires sont l'ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques et qu'ils modifient la répartition primaire des revenus dans un second temps. Ils servent à financer les dépenses prévues par le budget de l'État, des collectivités et les prestations sociales. L'impôt sur le revenu, quoique très progressif, n'occupe en France qu'une place limitée parmi les prélèvements obligatoires composés pour l'essentiel de prélèvements plus ou moins proportionnels (comme les impôts locaux et les impôts sur la consommation) ou faiblement progressifs (comme les cotisations sociales).</p> <p>Enfin la composition du revenu disponible est présentée sans étudier les objectifs de la redistribution qui seront traités en terminale. Ceci, afin de pouvoir aborder dans le thème suivant, les notions de consommation et d'épargne.</p>

Thème 3 – Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?

3.1 L'arbitrage entre consommation et épargne

Capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les déterminants de la consommation. • Identifier les déterminants de l'épargne. • Montrer le lien entre épargne, revenu et patrimoine. • Calculer et interpréter les propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner. • Interpréter un tableau statistique des répartitions du revenu et du patrimoine.
Notions	Indications complémentaires
<p>La propension à consommer.</p> <p>Les déterminants de la consommation.</p> <p>Le taux d'épargne.</p> <p>Les déterminants de l'épargne.</p> <p>Le patrimoine.</p>	<p>Il s'agit ici de montrer qu'à partir de leur revenu disponible les ménages doivent réaliser des arbitrages. Le revenu est ainsi réparti entre la consommation et l'épargne : $\text{revenu} = \text{consommation} + \text{épargne}$.</p> <p>L'étude permettra de comprendre que le choix du niveau de consommation dépend du revenu courant. La part du revenu consacrée à la consommation est appelée propension moyenne à consommer (Dépense de consommation finale d'un ménage / Revenu disponible du ménage).</p> <p>La propension marginale à consommer mesure la variation de la consommation lorsque le revenu disponible augmente d'une unité (variation de la dépense de consommation finale d'un ménage / variation du revenu disponible du ménage).</p> <p>L'élève doit comprendre que la consommation des ménages est influencée par plusieurs variables, notamment par leurs habitudes de consommation, leurs préférences et la norme sociale.</p> <p>La part du revenu consacrée à l'épargne est appelée la propension moyenne à épargner (notion microéconomique) ou taux d'épargne (notion macroéconomique) : on parle de taux d'épargne pour l'ensemble des ménages). $\text{Taux d'épargne} = \frac{\text{Épargne des ménages}}{\text{Revenu disponible brut des ménages}}$.</p> <p>Des facteurs déterminants influencent le niveau d'épargne, en l'occurrence : le revenu courant et les revenus à venir, l'âge des ménages, la volonté de se constituer un patrimoine qui sera légué aux enfants, les situations d'incertitudes où les ménages épargnent pour faire face à d'éventuelles baisses de revenus ou hausses des dépenses à venir.</p> <p>L'épargne est aussi un flux qui vient alimenter le stock de richesses détenues par les agents. On définit ce stock comme le patrimoine d'un agent, c'est-à-dire l'ensemble des actifs qu'il détient. Ainsi, un agent accumule du patrimoine s'il bénéficie d'un legs et/ou s'il épargne.</p> <p>Les ménages qui disposent de revenus suffisants peuvent épargner davantage. En conséquence, les ménages ayant accumulé de l'épargne, et ceux qui ont bénéficié de legs conséquents, peuvent plus aisément accumuler du patrimoine. À ce titre, il convient de préciser qu'il existe un lien entre le revenu, l'épargne et le patrimoine.</p>

3.2 Le pouvoir d'achat des ménages

Notions	Indications complémentaires
<p>L'indice des prix à la consommation.</p> <p>Le panier de biens.</p> <p>L'évolution à long terme du pouvoir d'achat.</p>	<p>L'indice des prix à la consommation correspond au prix d'un « panier de biens » type consommé par les ménages. Le prix de chacun de ces biens est pondéré par son poids relatif dans le panier. L'indice des prix à la consommation (IPC) étant basé sur l'observation d'un panier fixe de biens et services, actualisé chaque année, il est également un instrument de mesure de l'inflation.</p> <p>Ainsi, le professeur présente l'intérêt de l'IPC, notamment qu'il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. À noter que le calcul de l'inflation n'est absolument pas attendu ainsi que son étude.</p> <p>L'élève doit comprendre que la détermination de l'indice des prix à la consommation permet de calculer le pouvoir d'achat des ménages. Le pouvoir d'achat des ménages mesure la quantité de biens et services qu'ils peuvent acquérir étant donné leur revenu disponible et le niveau des prix.</p> <p>Il est important que l'élève comprenne que le pouvoir d'achat des ménages n'augmente que si le revenu disponible s'accroît plus vite que les prix. À ce titre, l'élève doit être capable d'analyser l'évolution du pouvoir d'achat et d'observer l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages sur le long terme. Cependant, le professeur doit montrer que cette évolution peut être très inégale.</p>

3.3 La structure de consommation des ménages

Capacité	<ul style="list-style-type: none"> Analyser l'évolution de la structure de consommation des ménages (en valeur et en volume).
Notions	Indications complémentaires
<p>La composition des dépenses des ménages.</p> <p>Les coefficients budgétaires.</p> <p>Les prix relatifs comparés des biens et services.</p>	<p>Le revenu étant réparti entre la consommation et l'épargne, l'étude permet de montrer la structure de la consommation dans le budget des ménages. Dans cette perspective, il est pertinent de préciser que la part des différents types de biens et services dans les dépenses des ménages évolue dans le temps. Il convient d'établir des comparaisons chronologiques et d'aborder des causes tant économiques, démographiques que sociales. En effet, il est nécessaire de montrer l'influence de certains facteurs dont le revenu disponible, les taux d'intérêt, l'augmentation du pouvoir d'achat, l'âge, la modification des prix relatifs des biens et services etc. sur la structure de consommation.</p> <p>L'étude des coefficients budgétaires permet d'analyser l'évolution de la structure de consommation des ménages en valeur et volume. L'élève doit être capable d'analyser et interpréter les résultats en valeur et en volume. Le calcul des coefficients budgétaires n'est pas attendu.</p> <p>L'objectif étant de comprendre les causes de l'évolution de la structure de consommation en apportant quelques facteurs explicatifs, l'évolution des prix relatifs des produits de biens et services explique en partie les différences d'évolution en valeur et en volume. En effet, le poids de certaines dépenses en valeur augmente, c'est notamment le cas des services, des transports, de la santé, du logement, des loisirs, au détriment de l'alimentation par exemple, alors que leur évolution en volume reste constante voire diminue pour certaines. L'élève doit comprendre que la part de certains services augmente car leurs prix relatifs par rapport à d'autres produits, notamment les produits industriels, augmentent fortement, alors que la part des produits manufacturés diminue malgré une demande en volume en hausse.</p>

Retrouvez éducol sur



Thème 4 – Quels modes de financement de l'activité économique ?

4.1 La situation des agents économiques

Capacité	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les différentes situations de financement des agents économiques.
Notions	Indications complémentaires
Les agents à besoin de financement et les agents à capacités de financement.	<p>Le financement de l'activité économique rassemble tous les dispositifs et agents financiers permettant aux agents non financiers (les ménages, les entreprises, les administrations publiques) de se procurer les ressources financières dont ils ont besoin.</p> <p>Le professeur distingue les agents « à capacité de financement » et les agents « à besoin de financement ». L'élève doit comprendre que ces premiers, dont leurs dépenses effectives sont inférieures à leurs revenus et autres disponibilités monétaires accumulées (éléments du patrimoine), n'ont pas besoin de leurs fonds immédiatement. Ils peuvent les mettre à disposition des agents à « besoin de financement »</p> <p>L'étude sera limitée aux entreprises et aux ménages.</p>

Retrouvez éduscol sur



4.2 Les modalités de financement de l'activité économique

Capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et comparer les divers modes de financement de la croissance de la production. • Caractériser les différents circuits de financement. • Caractériser et comprendre le rôle des banques dans le financement de l'activité économique. • Analyser les différentes fonctions des marchés financiers. • Comprendre le rôle des banques centrales (et en particulier la Banque centrale européenne) par rapport au système bancaire.
Notions	Indications complémentaires
<p>L'autofinancement.</p> <p>Le financement indirect et les banques.</p> <p>L'emprunt.</p> <p>Le financement direct et le marché financier.</p> <p>Les titres financiers.</p> <p>Les actifs financiers.</p>	<p>L'objectif est de distinguer les deux modalités de financement qui s'offrent aux agents à besoins de financement : le financement interne et le financement externe.</p> <p>Le financement interne correspond à l'autofinancement. L'élève doit comprendre que l'autofinancement est possible lorsqu'un agent économique dispose d'une capacité de financement. C'est le cas des entreprises qui utilisent les bénéfices réalisés pour financer leurs investissements. Ainsi, l'autofinancement doit permettre à l'entreprise soit de renouveler ses capacités de production, soit de les accroître.</p> <p>Il est pertinent pour l'élève d'étudier les avantages de l'autofinancement en termes d'indépendance vis-à-vis des banques, d'absence de versement de charges d'intérêt à la différence d'un emprunt, d'accroissement de la capacité de financement grâce aux montants des capitaux propres (garantie).</p> <p>En revanche, le professeur doit également montrer qu'il existe un coût d'opportunité lié aux utilisations alternatives que l'entreprise aurait pu faire de ces ressources.</p> <p>Lorsque l'autofinancement est insuffisant pour couvrir les besoins de financement ou que l'agent économique juge plus efficace d'y recourir, l'agent à besoin de financement se tourne vers le financement externe. Il convient de montrer qu'il existe deux types de financement externe : direct sur les marchés financiers ou indirect par les banques.</p> <p>Le financement indirect (ou « intermédié ») par les banques prend la forme de l'emprunt, les caractéristiques (avantages et inconvénients) de l'emprunt seront présentés. Il en coûte les intérêts à payer et une relative dépendance vis-à-vis des banques, celles-ci pouvant exiger des garanties en contrepartie de l'octroi d'un prêt. L'étude se focalise uniquement sur les banques, les autres intermédiaires étant exclus.</p> <p>L'intérêt est de montrer le rôle des banques dans le financement de l'économie par l'octroi de crédits, dont le taux d'intérêt (fixe ou variable) constitue le prix du crédit.</p> <p>Les banques prennent en charge les risques liés aux opérations de prêt. Ainsi la finance indirecte facilite le financement des activités économiques.</p> <p>Le financement direct (ou « désintermédié ») caractérise la situation où les agents à besoin de financement obtiennent directement des fonds de la part des agents à capacité de financement en leur vendant des titres sur le marché financier. Le marché financier représente l'ensemble des offres et des demandes de capitaux pour des souscriptions au capital social des entreprises et des placements à long terme.</p> <p>Les titres financiers émis sur le marché financier sont de nature et d'échéance variables. Il convient donc de distinguer les deux marchés où sont présents ces titres financiers. En effet, ces titres sont initialement émis sur le marché primaire où les agents se portent acquéreur des titres émis et fournissent ainsi les fonds nécessaires à l'investissement de l'entreprise. Ces titres sont ensuite échangés sur le marché secondaire (bourse des valeurs), les titres peuvent ainsi être revendus entre investisseurs à un prix. Toutefois, l'élève doit comprendre que le marché secondaire n'apporte aucune nouvelle source de financement.</p>

	<p>Le professeur distingue également les différents titres et actifs échangés, les titres représentatifs d'un droit de créance : les obligations, et, les actifs représentatifs d'un droit de propriété : les actions. L'étude se limite aux caractéristiques de ces titres et actifs.</p> <p>Par ailleurs, l'étude permet de mettre en avant l'influence du niveau du taux d'intérêt sur la demande de crédit, et ainsi sur la quantité de crédit distribuée. La politique monétaire n'est pas étudiée avec les élèves de première puisqu'elle fera l'objet d'une étude en classe de Terminale dans le thème 6.</p> <p>En revanche, il convient d'aborder ici le rôle régulateur des banques centrales. Une explication simple du mécanisme des taux directeurs dès la classe de Première permettra d'aborder plus facilement l'année suivante les instruments de politique monétaire.</p>
--	---

Thème 5 – Les marchés des biens et services sont-ils concurrentiels ?

5.1. Le degré de concurrence selon les marchés

Capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Définir un « marché pertinent ». • Identifier les intervenants sur un marché. • Calculer un degré de concentration des marchés et caractériser la structure des différentes formes de concentration : concurrence, oligopole et monopole. • Déterminer la fixation du prix sur un marché concurrentiel. • Calculer et interpréter une élasticité prix-demande dans des exemples simples. • Calculer un coût moyen et un coût marginal de production avec des exemples simples et en interpréter les résultats.
Notions	Indications complémentaires
<p>L'offre et la demande.</p> <p>Le prix d'équilibre.</p> <p>L'élasticité prix-demande.</p> <p>L'élasticité croisée.</p> <p>Produits substituables, produits complémentaires.</p> <p>Le coût marginal.</p> <p>Concurrence.</p> <p>Concurrence imparfaite.</p> <p>Barrières à l'entrée.</p> <p>Indice de concentration sur un marché.</p> <p>Oligopole, monopole, cartel.</p>	<p>Les échanges de produits entre entreprises et ménages s'effectuent sur des marchés où se confrontent leur offre et leur demande. Sur un marché concurrentiel qui compte de nombreux acheteurs et vendeurs d'un même bien ou service, les prix s'ajustent afin de rendre compatibles les décisions d'offre et de demande des agents économiques car aucun des agents n'est en mesure d'influencer à lui seul le prix. Une modification des conditions initiales (coût de production pour l'offre et préférences pour la demande par exemple) va conduire à un nouvel équilibre et se traduira par une variation de prix. Pour faire cette présentation, le professeur pourra s'appuyer sur des illustrations graphiques faisant intervenir des courbes d'offre et de demande sans toutefois s'y réduire.</p> <p>La demande dépend essentiellement du prix mais d'autres variables peuvent l'influencer comme le revenu, les goûts des consommateurs ou les prévisions que les demandeurs peuvent faire (voir étude du thème 3). À partir d'exemples du quotidien, le professeur proposera aux élèves des calculs d'élasticité prix-demande et d'élasticité croisée pour faire comprendre concrètement les notions de produits substituables et complémentaires.</p> <p>L'offre des producteurs (ou des vendeurs) correspond à ce que les entreprises sont disposées à produire et à vendre. L'offre est généralement une fonction croissante du prix, ce qui implique qu'elle augmente lorsque le prix augmente et elle diminue lorsque le prix diminue. Mais cela n'est vrai que si les coûts de production n'augmentent pas plus vite que le prix de vente. Pour montrer l'influence des coûts de production sur le prix de vente, l'étude proposera le calcul de coûts marginaux et moyens dans le cas de productions simples ainsi que leur interprétation.</p>

	<p>Ce fonctionnement d'un marché concurrentiel est à mettre en relation avec la notion de « marché pertinent » énoncé dans les capacités du programme. Le marché pertinent, au sens où l'entend le droit de la concurrence, est défini comme le lieu sur lequel se rencontrent l'offre et la demande pour un produit ou un service spécifique. En théorie, sur un marché concurrentiel, les unités offertes sont parfaitement substituables pour les consommateurs qui peuvent ainsi arbitrer entre les offreurs lorsqu'il y en a plusieurs, ce qui implique que chaque offreur est soumis à la concurrence par les prix des autres. L'objectif poursuivi in fine par les autorités de la concurrence à travers la notion de marché pertinent est d'apprécier le pouvoir de marché d'une entreprise, c'est-à-dire sa capacité à augmenter ses prix au-delà du prix concurrentiel. Dans ce cas, l'Autorité de la concurrence peut réglementer le marché afin de rétablir au mieux les règles de la concurrence.</p> <p>En observant le fonctionnement des marchés, on constate que le prix découle non seulement de la rencontre de l'offre et de la demande mais aussi des stratégies d'acteurs en situation de concurrence imparfaite. Des barrières à l'entrée peuvent par exemple empêcher l'arrivée d'un nouveau concurrent sur le marché. Les entreprises peuvent également se livrer à une guerre des prix pour conquérir le marché ou s'entendre entre elles et former un cartel. Le calcul et l'analyse du degré de concentration des marchés permettront de caractériser rapidement la structure des différentes formes de concentration : concurrence, oligopole et monopole. L'approfondissement des structures de monopole et d'oligopole sera réalisé dans le point 5.2.</p>
--	---

5.2. Les stratégies pour dépasser l'intensité concurrentielle

Capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser les stratégies de fixation des prix par les entreprises en fonction de la structure des coûts et de la concentration du marché. • Déterminer si une modification des prix s'accompagne d'une évolution des caractéristiques des produits.
Notions	Indications complémentaires
<p>L'innovation, la différenciation des produits.</p> <p>Le monopole, l'oligopole.</p>	<p>Certains marchés sont peu concurrentiels et tendent vers des situations de monopole ou d'oligopole. Les stratégies d'entreprises peuvent conduire à limiter la concurrence par le biais des ententes (les cartels étudiés en 5.1.), de la différenciation des produits ou de l'innovation. Il convient donc de montrer que dans ces situations de marché (monopole, oligopole), l'entreprise exploite son pouvoir de fixer le prix plus ou moins seule en fonction du degré de concurrence, ce qui conduit généralement à la fixation d'un prix de vente supérieur à une situation de marché en concurrence.</p> <p>Il est recommandé de présenter ces structures de marchés à partir d'exemples concrets d'entreprises connues des tous les élèves (ex : les GAFAM).</p>